

## Compte-rendu

### CT « milieux et biodiversité »

La **Commission thématique « milieux et biodiversité »** s'est réunie pour une première séance de travail le 12 avril 2024, en format mixte.

#### Liste des participants

Amélie POTIGNON	CD42
Gonzague DE MONTMAGNER	CD42/EPL
Julie FAURE-LAURENT	CD42
Roland CABANE	FDAAPPMA 42
Vincent GARNIER	FDAAPPMA 42
Henry DE LA CELLERY	ASM
Patrice CADET	ASM
Amandine BIJON	SMAELT
Gautier LLEXA	DDT42
Martin RIZAND	LFA
Philippe HUYARD	FNE
Bernard GRIMBERT	FNE / CPSFV
Tristan RICHARD	GCL (carriers)
Avana ANDRIAMBOAVONJY	CCFE
Maryline THOLLOT	SIMACOISE
Sandrine GUENEAU	FDC42
Fanny VERFAILLIE	RdE
Marion GIBERT	RdE
Guy JULIEN-LAFERRIERE	SAPEEF
Christelle LE DIOT	EDF
Sébastien ARNAUD	SMAGL
Lauriane CHAUTARD	EPAGE LL

#### Excusés

Maud PONCET	SEM
Paul BERTHET	LFA
Nicolas CHARRETIER	CA42
Aymeric DUPONT	AELB

## Éléments transversaux

### ❖ *Projet de décret relatif aux SAGE*

Pas d'élément complémentaire de la DDT.

Pas d'élément surfacique dans le projet.

Priorisation des ZH identifiées en fond.

Obligation ou discrétion du SAGE d'identifier des zones humides ? Devoir et/ou obligation du SAGE ? (GCL) L'introduction de l'article utilise le verbe « pouvoir ». (CD42)

Rappel : la cartographie actuelle des ZH est une cartographie des ZH potentielles. (DDT)

A-t-on une vision globale des inventaires faits par les structures au sein du SAGE ? (FDAAPPMA42). Avec la base de données GWERN du CEN. Attention : peut-être pas la même méthodologie partout particulièrement sur les premiers compléments de cartographie réalisés. (CD42) Il existe un cahier des charges défini par les marais atlantiques qui est plutôt bien respecté actuellement. (SMAELT/LFA)

L'intégration de la cartographie ZH directement dans les documents d'urbanisme ne dispense pas le pétitionnaire de projet de s'assurer de la bonne adéquation de son projet avec le milieu naturel et les zones humides, quand bien même elles ne sont pas cartographiées ou répertoriées. Ce projet de décret ne permet en aucun cas de s'affranchir de la loi sur l'eau. L'idée du législateur est de faciliter et d'accélérer les choses. (SAPEEF)

On parle de ZH sur lesquelles une interdiction d'assèchement et d'imperméabilisation est prévue. On parle donc d'interdiction totale. Le décret durcit donc la réglementation puisqu'il permet de mettre sous cloche certaines zones humides. (GCL)

Les documents d'urbanisme n'auront pas le choix puisque l'article R151-31 est modifié : le zonage intégrera directement la cartographie du SAGE si elle existe. (CD42)

À noter que c'est une pratique qui existe déjà, certains élus choisissent d'intégrer dans leurs règlements des périmètres de ZH à partir du travail de 2014. Mais certains travers persistent : si les ZH sont avérées, il est pertinent d'avoir des interdictions à l'échelle du PLU mais, dans certains cas, on peut s'apercevoir qu'il n'y a pas de zone humide. (DDT42)

C'est l'occasion pour le syndicat des étangs de redire et de préciser ce qui a été écrit dans le cadre de la préparation de cette réunion. L'inventaire de 2014 doit impérativement être modifié et il faut impérativement que les étangs de production piscicole soient extraits des cartographies ZH. Sinon, c'est une condamnation à mort de ces milieux naturels. Aujourd'hui la demande est très ferme : il faut une cartographie des ZH mais elle ne doit pas inclure les étangs piscicoles. (SAPEEF)

Il serait donc intéressant en préambule de définir ce qu'est une ZH puisqu'il y a plusieurs définitions possibles. Il faut préciser si on est sur les ZH au sens de la DCE ou au sens large et dans ce cas, on parle plutôt des milieux humides. Si on parle en termes de milieux humides, les étangs ont leur légitimité d'apparaître, mais ce n'est pas le cas pour la cartographie que l'on évoque jusqu'à présent. (FDC42)

Dans notre cas, on parle de ZH pour parler de celles inventoriées en 2014 dans le cadre du SAGE. (CD42)

## Dispositions existantes

Cf. tableaux de synthèse suivants.

#### Disposition n° 1.1.1 : Inventorier les zones humides

L'inventaire des zones humides est une étape très importante puisqu'elle constitue la base pour mettre en oeuvre une stratégie opérationnelle pour la protection et la gestion des zones humides.

Le Département de la Loire est chargé de la réalisation de l'inventaire des zones humides du territoire Loire en Rhône Alpes, de la manière suivante :

- élaboration d'un cahier des charges pour l'inventaire des zones humides du territoire. Il explicitera notamment la définition des zones humides prises en compte par cet inventaire, l'échelle de travail, la méthodologie à utiliser pour inventorier et hiérarchiser les zones humides selon leur degré de fonctionnalité vis-à-vis de la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau et de leur patrimonialité. Les inventaires devront mettre en évidence des zones humides dont la protection est prioritaire au regard des fonctionnalités qu'elles représentent pour la gestion de l'eau mais également au regard de leur intérêt patrimonial.

L'intégration des inventaires déjà réalisés sera recherchée.

- information des communes et des propriétaires qui seront concernés par l'inventaire des zones humides.

- maîtrise d'ouvrage des études d'inventaires des zones humides

- suivi de l'inventaire et de la caractérisation des zones humides par des comités de pilotage locaux. Ces comités de pilotage locaux (à l'échelle de bassins versants) seront composés des différents acteurs (structure de gestion de bassin versant, CLE, élus, représentants de la propriété, agriculteurs, pêcheurs, chasseurs, associations de protection de la nature, SCOT...) concernés par l'inventaire des zones humides. Ils auront en charge le suivi et la validation des inventaires,

- centralisation et intégration dans un Système d'Information Géographique de l'ensemble des données sur les zones humides.

Il est rappelé que cet inventaire n'a pas de valeur réglementaire. Pour autant, il s'agit d'un outil d'aide à la connaissance et à l'identification des zones humides et donc à l'application des dispositions législatives et réglementaires les protégeant, qui s'imposent de manière obligatoire. Aussi, la dégradation des zones humides ainsi inventoriées fera l'objet de contrôles stricts, voire de sanctions au titre de la police de l'eau.

La CLE soutient les inventaires complémentaires permettant d'avoir une connaissance plus exhaustive des zones humides. Il est alors préconisé de les conduire selon une méthodologie permettant l'intégration des données dans la base de données GWERN ».

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

#### Synthèse des retours

Un inventaire a déjà été réalisé à l'échelle du SAGE. Les ZH sont des milieux qui évoluent constamment. Une actualisation de l'inventaire pourrait être réalisée avec en fond, l'impact de l'évolution du changement climatique sur ces milieux. *(Rde)*

Définir les objectifs de cette actualisation : aller en-dessous du 1ha, travailler sur les Fonctionnalités des ZH... Attention à ne pas refaire le travail de 2014. Enrichir ce travail par les données produites par les syndicats. Lien avec le CEN. Traduire l'inventaire en actions : quels moyens et outils mis en œuvre ? *(DDT42)*

Une actualisation est en effet pertinente. *(SEM)*

Réactualisation de la carte en s'appuyant sur le travail des structures ayant réalisé des inventaires, travail à la maille 1000m<sup>2</sup> (seuil réglementaire régime A ou D), à l'échelle du territoire du SAGE (y compris sur des éventuels territoires orphelins) *(FDAAPPM42)*

Actualiser au seuil 1000 m<sup>2</sup>. Compiler les inventaires déjà réalisés Compléter les inventaires sur secteurs orphelins ou secteurs inventoriés au maillage 1 ha. *(OFB)*

Revoir la cartographie des étangs, extraire les étangs de production piscicole de l'inventaire des zones humides du département. *(SAPEEF)*

Il existe déjà une multitude de recensement de zones humides (cadastre, Couches informatives geoportail, etc ...) *(ASM)*

#### Synthèse des échanges

##### Mise à jour

- ➔ Exercice périlleux. Il ne faut pas essayer d'en faire trop sous prétexte de bonne défense des ZH. *(SAPEEF)*
- ➔ Les ZH sont parfaitement définies techniquement et réglementairement (rubrique 3.3.1.0 code de l'environnement). *(SAPEEF)*
- ➔ Les étangs inclus dans la cartographie posent problème notamment au niveau de l'urbanisme : les extraire pour éviter la disparition de ces milieux. *(SAPEEF)* Catégorie à faire pour les identifier. *(FDC42)* Les étangs de production piscicole sont avant tout des structures agricoles avec un double intérêt au vu de leur biodiversité. C'est donc au sein des documents d'urbanisme qu'il est nécessaire de disposer d'une classification ADOC avec une catégorie « A » comme « agricole » pour ne pas mettre à mal les activités de ces étangs. *(SAPEEF)*
  - ➔ Réserve exprimée : les étangs doivent être identifiés, peut-être caractérisés différemment, mais ils doivent apparaître afin d'éviter d'être jugés non prioritaire en cas de restriction d'eau. *(FDC42)*

##### Actualisation

- ➔ Différents inventaires (chronophages) ont déjà été réalisés. Pour rendre l'actualisation efficace, il faut inclure les inventaires existants et prioriser les territoires orphelins (à terme, aller vers de la finesse pour les éléments surfaciques). *(FDAAPPM42)*
- ➔ Important pour les structures cherchant à réaliser des inventaires : compliqué de savoir comment le faire, important travail de recherche d'informations auprès des autres acteurs.
  - ➔ Méthodologie propre au SAGE ? *(LFA)*

Les **zones** les plus **importantes** restent les têtes de bassin, les tourbières et les liens que ça a avec les cours d'eau → les chevelus des cours d'eau sont mal représentés dans les cartographies et on observe des zones de « trou ». (FNE42)

**Proposition :** Réaliser une cartographie qui identifie clairement les étangs et lesquels sont identifiés comme ZH dans notre cartographie, quelle surface ça représente et dans quel secteur. Demander au CEN une cartographie actualisée des ZH.

Réaliser un recensement des inventaires existants et de leurs méthodologies.

#### Disposition n°1.1.2 : Identifier des ZHIEP et des ZSGE

Les inventaires, prévus à la Disposition n°1.1.1, permettent de développer la connaissance des zones humides du territoire et de les hiérarchiser selon leur degré de fonctionnalité vis-à-vis de la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau et de leur patrimonialité.

En se basant sur le travail d'inventaire, la CLE propose les critères de définition des ZHIEP et ZSGE et propose au Préfet de délimiter des ZHIEP et/ou ZSGE. La structure animatrice du SAGE participe à l'étude et l'établissement d'un programme d'actions et/ou de servitudes.

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

#### Synthèse des retours

A intégrer avec l'actualisation (disposition 111) *(RdE)*

La procédure est réglementaire et provient du code de l'environnement. Sur ces zonages, définition d'un programme d'action qui peut être rendu obligatoire aux activités existantes sur le site. Ne pas négliger le volet coercitif (régalien) de ces dispositifs. Il reste cependant lourd à porter, et les exemples dans les départements voisins sont peu nombreux. Outils intéressants pour un plan de gestion de zones humides à l'échelle du SAGE ? *(DDT42)*

Outil réglementaire lourd. Par la priorisation, attention à ne pas affaiblir implicitement la portée réglementaire des textes protégeant les ZH. Mais un intérêt pour la mise en place d'un plan de gestion sur ZH prioritaires. *(OFB)*

A fusionner avec 1,1,1. toutes les ZH sont importantes et nécessaires, elles rendent service, quelles qu'elles soient. Même si des enjeux particuliers sont identifiés çà et là, le distinguo éventuel ne doit entraîner que davantage de préservation (tirer vers le haut les enjeux de préservation et non l'inverse) *(FDAAPPMA42)*

A voir avec la chambre d'agriculture. Incidence sur la PAC *(ASM)*

Communiquer sur les démarches de classification de ZH en ZHIEP et ZSGE *(SMAELT)*

#### Synthèse des échanges

On ne retrouve pas ces zones sur le territoire du SAGE et **il en existe peu** au niveau régional. *(CD42)*

GWERN pourrait aider à caractériser les ZH selon leurs **fonctionnalités**. *(LFA)*

SEM avait engagé une démarche d'identification des ZH prioritaires en termes de **soutien d'étiage**. *(CD42)*.

➔ Bon élément pour caractériser les ZH au niveau du SAGE. *(DDT42)*

**Proposition :** Recherche de retours d'expériences sur l'identification de ces zones.  
**Etude des possibilités de caractérisation avec GWERN.**

#### Disposition n°1.1.3 : Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme

Compatibilité des documents d'urbanisme : Les schémas de cohérence territoriale (SCOT) et les plans locaux d'urbanisme (PLU), ainsi que les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles avec l'objectif de protection des zones humides et de préservation de leur état et de leurs fonctionnalités.

Il est rappelé que pour les documents d'urbanisme approuvés au jour de la publication de SAGE, ces documents doivent être rendus compatibles, si nécessaire, dans un délai de 3 ans.

- Pour cela, les zones humides doivent être connues à l'échelle parcellaire puis préservées :
  - dans le cas où le territoire est couvert par un inventaire global tel que prévu dans la disposition 1.1.1, le SAGE préconise la traduction de l'inventaire global à l'échelle parcellaire,
  - dans le cas où le territoire n'est pas couvert par un inventaire global tel que prévu dans la disposition 1.1.1, le SAGE préconise aux communes élaborant ou révisant leurs documents d'urbanisme de réaliser un inventaire des zones humides à l'échelle parcellaire, notamment dans le cadre de l'état initial de l'environnement.

Il est recommandé d'intégrer ces inventaires dans les documents graphiques des différents documents d'urbanismes (carte communale, PLU et SCOT), dans une ou des zones suffisamment protectrices et, le cas échéant, de préciser, dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme.

Par exemple :

- Pour une carte communale : « zone non constructible » :
- Pour un PLU : « zone de type N » avec interdiction de toutes nouvelles constructions mais également de remblaiements, d'affouillements, d'exhaussements de sol ainsi que des travaux modifiant le régime hydraulique existant.
- Pour les SCOT : « espaces à protéger » dans le Document d'Orientations Générales.

- Si l'application des documents d'urbanisme, notamment du zonage ou règlement, entraîne des aménagements ou projets susceptibles d'affecter une ou des zones humides, les communes procédant à leur délimitation précise (telle que décrite dans la circulaire interministérielle du 18 janvier 2010 relative à la délimitation des zones humides en application des articles L214-7-1 et R211-108 du Code de l'environnement) , afin de vérifier leur préservation.

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

#### Synthèse des retours

Accompagner les structures locales dans la révision des PLU (*RdE*)

Utiliser l'actualisation de l'inventaire pour aller en-dessous des 1ha, et s'assurer que les PLU, dans leur règlement, restent bien dans le champ de l'urbanisme sur ce sujet. (*DDT42*)

Proposition : création d'un sous-zonage "zone naturel" spécifique aux ZH, afin de renforcer leur protection et limiter d'artificialisation. (*SEM*)

Travail à une maille à 1000 m<sup>2</sup> en lien avec le 1,1,1, intégration systématique des ZH dans les documents d'urbanisme. (*FDAAPPMA42*)

Préserver/améliorer la compatibilité entre doc. d'urbanisme et inventaires et code de l'environnement. (*OFB*)

Nécessité de mettre en place une classification spécifique au sens de l'urbanisme (PLU - PLUi) pour les étangs, du type Ae (pour agricole étang). (*SAPEEF*).

Normalement, les zones humides sont déjà intégrées dans le dossier de constitution des PLU, dossiers généralement rédigés par des BE environnement (*ASM*)

#### Synthèse des échanges

##### Documents d'urbanismes et inventaires réalisés

- ➔ ZH transmises dans les portés à connaissance de l'état : identifiées, notamment, à partir des extractions de la base GWERN. (*CD42*)
- ➔ Problème : cartographie représente des ZH potentielles. Lorsqu'elles sont incluses dans les PLU, si la vérification au moment du projet révèle qu'il n'y a pas de zone humide, supprimer la protection particulière requière au PLU une démarche spécifique. (*DDT42*)
  - ➔ Imposer de manière réglementaire un inventaire au moment de la révision des PLU et PLUi ? (*FDAAPPMA42*)
    - Demandé par la SAGE à l'échelle de la commune, mais elles ont du mal à s'emparer de cette problématique. Ce n'était peut-être pas la bonne échelle. Le CEN possède une cellule technique pour venir en appui à ces communes sur la thématique de gestion et d'intégration dans les documents d'urbanisme des ZH. (*CD42*)
  - ➔ Le faire à l'échelle de la communauté de commune. (*ASM*)
  - ➔ Que le PLU soit modifié ou non, le pétitionnaire sera quand même informé et devra prendre cette nouvelle zone humide en compte. (*SAPEEF*) Pour une construction, ce sera le cas, mais pas dans le cas du retournement d'une prairie humide. (*FDC42*)
- ➔ Cohérence entre les inventaires qui existent (et qui relèvent du code de l'environnement) et ensuite leurs retranscriptions dans les PLU (qui relèvent du code de l'urbanisme). Il faut trouver le degré de souplesse nécessaire. (*CD42*)
- ➔ Lien fort avec les inventaires : pour que ce soit répertorié, il faut avant tout que ce soit inventorié sinon on ne va prendre en compte qu'une partie de la ZH et il n'y aura pas de cohérence à l'échelle de ces documents. Lien étroit avec la 1.1.1. (*FDAAPPMA42*)

##### Zonages et seuils

- Le SAGE peut modifier des seuils et les inscrire dans le règlement. *(CD42)*
- Création d'un sous-zonage « zone naturelle » pour les ZH : déjà existant dans certains documents d'urbanisme. Dans des PLU ou des PLUi il est possible de voir des sous-zonages « NP » pour des zones humides avec protection renforcée. *(SAPEEF)*
- Le SAGE actuel est assez limité en terme réglementaire (protection des milieux). L'entrée ZH est souvent choisie sur des territoires dans lesquels l'approvisionnement en eau est parfois assuré par la fonctionnalité de ces milieux (SAGE estuaire de la Loire qui a mis des niveaux de compensation hors normes pour les ZH). Possibilité aussi de définir des zones avec différents seuils. *(DDT42)*
  - Nécessaire et prioritaire d'aller vers ce genre de mesure au vu de l'utilité, qui n'est plus à démontrer, des ZH. *(FDAAPPMA42)*
  - Doit se faire en partenariat (notamment avec la profession agricole) et de manière collégiale. *(DDT42)*

#### **Priorisation**

- Les zones humides ont toutes leurs fonctionnalités, mais elles n'ont pas toutes le même niveau de fonctionnalité. *(GCL)*
  - Notamment les zones de tourbière en TBV ou là, il est vraiment important de les préserver en comparaison à des ZH classiques avec seulement 1 critère pour les identifier (un champ de maïs pouvant être catégorisé de ZH par son critère pédologique). Il faut distinguer les zones humides sensibles, qui nécessitent un niveau de protection plus fort, des zones humides avec des fonctionnalités moins fortes. Faire attention au monde économique qu'il y a derrière. Ne pas généraliser mais faire du cas par cas *(GCL)*
- Il faut faire extrêmement attention aux impacts économiques que pourrait apporter une traduction trop idéaliste d'une protection trop stricte de ZH. Cf friche sable d'Olonne. *(SAPEEF)*
- Il vaut mieux partir du principe qu'elles sont toutes importantes et que certaines sont d'une importance extrême. Cf dispo 1.1.2. L'idée reste de ne pas niveler les choses par le bas. *(FDAAPPMA42)*
- Une zone humide, avec moins de fonctionnalité qu'une tourbière, reste importante pour les cours d'eau ayant des à sec sévères en période d'étiage puisque qu'elle sert de soutien du débit. *(SMAELT)*

**Proposition :** Extraction des règles qui existent en termes de ZH sur les autres SAGE pour savoir ce qui est possible réglementairement parlant.



#### Disposition n° 1.1.4 : Préserver les zones humides

La CLE souhaite une application stricte de la Police de l'eau, notamment sur les zones humides inventoriées (disposition n°1.1.1) et intégrées dans les documents d'urbanisme (disposition 1.1.3 du présent PAGD).

De plus, si un aménagement ou des travaux sont susceptibles d'affecter une ou des zones humides, la police de l'eau demande (au titre des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités soumis à déclaration et autorisation Loi sur l'eau) une délimitation précise (telle que décrite dans la circulaire du 18 janvier 2010), afin de vérifier leur préservation.

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

#### Synthèse des retours

A fusionner avec 1,1,5 + 1,1,6 + 1,1,7. Nécessité de moyens de contrôle sur le terrain + sanctions en cas d'atteinte ou travaux illicites. Rendre obligatoire l'obligation de déclaration dès le 1er m² de travaux sur ZH, notamment drainage (sensibilisation aux enjeux) + faire respecter l'obligation de compensation avec méthode éprouvée OFB (FDAAPMA42)

A fusionner avec 116 (RdE)

1.1.4 et 1.1.6 seraient à regrouper (FNE42)

Fusionner 1.1.4, 1.1.5, 1.1.6, 1.1.7 (DDT42)

Fusionner avec 1.1.6. Appliquer la méthode nationale d'évaluation des fonctionnalités des Zones Humides. (OFB)

A fusionner dans un grand axe d'action ZH : Préserver et restaurer les zones humides (SEM)

#### Synthèse des échanges

**Reformulation proposition** « Rendre obligatoire l'obligation de déclaration dès les 1<sup>er</sup> mètres carré de travaux sur ZH ».

- Très défavorable à cette idée. La réglementation existe déjà et elle est suffisamment compliquée. Sera mal perçue par les professionnels. (SAPEEF)
- Défavorable aussi. Contraintes administratives supplémentaires. (GCL)
- Idée davantage pédagogique que réglementaire. Inciter à la déclaration. Enjeux de contrôle et de sanction. Rendre la déclaration obligatoire permet au maître d'ouvrage de poser des questions. (FDAAPMA42)

#### Contrôles

- Attention de ne pas proposer beaucoup de choses alors que les capacités de contrôles sont très faibles. Là où on veut réglementer, c'est qu'on peut contrôler. C'est là aussi qu'il faudra prioriser les propositions faites au bureau et à la CLE. (CD42)
- Qu'est-ce qu'on attend de ces contrôles et qui va les faire ? Car il faut avoir la volonté derrière de faire appliquer. (FDC42)
  - Police de l'eau, DDT, OFB. C'est bien pour cela que, bien que le SAGE puisse avoir une portée réglementaire importante, il faut savoir rester humble. (CD42)

Intéressant d'utiliser la **méthode nationale de caractérisation des zones humides**, d'autant plus si cela doit amener à définir des niveaux de protections dans le SAGE. (DDT42)

**Proposition :** Etudier la méthode nationale de caractérisation des zones humides et son utilisation.  
Etudier la réécriture de cette disposition en vue de la fusionner avec 1.1.4, 1.1.5, 1.1.6, 1.1.7.

#### Disposition n° 1.1.5 : Accompagner à la gestion des zones humides

Le Département de la Loire élabore un guide de bonnes pratiques de gestion des zones humides à destination des gestionnaires de ces milieux (propriétaires privés, agriculteurs, collectivités, etc.).

Dans le cadre de la mise en place des outils de gestion des zones humides (conventions, MAET, baux environnementaux, etc.), le SAGE préconise aux contractants (propriétaires, collectivités ou leurs groupements, associations, etc.) de respecter ce guide de bonne pratique.

Les collectivités territoriales et leurs groupements réalisant la gestion de parcelles en zones humides (par l'intermédiaire d'équipe environnement, par exemple) s'attachent à respecter également ce guide.

Le Département de la Loire met en place une assistance technique à la gestion des zones humides, à destination des gestionnaires.

Localisation : ensemble du périmètre du SAGE Loire en Rhône Alpes

#### Synthèse des retours

A fusionner avec 116 (*RdE*)

Le guide a été réalisé, mais uniquement pour les agriculteurs. Fusionner 1.1.4, 1.1.5, 1.1.6, 1.1.7 (DDT42)

A fusionner avec 1,1,5 + 1,1,6 + 1,1,7 (*FDAAPPMA42*)

Fusionner avec 1.1.6. Appliquer la méthode nationale d'évaluation des fonctionnalités des Zones Humides. (*OFB*)

Fusionner avec 1.1.7 (*SMAELT*)

La gestion des zones humide est un thème déjà documenté au niveau des fédérations agricoles. Il faut échanger avec eux. (*ASM*)

#### Synthèse des échanges

A fusionner dans un **grand axe** ZH.

**Proposition :** Etudier la réécriture de cette disposition en vue de la fusionner avec 1.1.4, 1.1.5, 1.1.6, 1.1.7.

#### Disposition n°1.1.6 : Restaurer les zones humides

La CLE définit les règles techniques permettant une application cohérente et efficace de la disposition 8B2 du SDAGE Loire Bretagne, notamment concernant :

- la création de zones humides (quelle typologie privilégier),
- la restauration de zones humides (quelle typologie privilégier),
- un protocole de suivi (fonctionnalité de la zone humide, biodiversité, entretien et gestion)

Pour ceci, elle recense les retours d'expérience, notamment en matière de création de zones et proposera des prescriptions à insérer dans les arrêtés d'autorisation des IOTA.

#### Synthèse des retours

Fusionner avec les dispositions 114 et 115 : action globale de préservation et restauration des ZH qui représente un enjeu majeur pour le fonctionnement des milieux et la gestion quantitative (*RdE*)

Fusionner 1.1.4, 1.1.5, 1.1.6, 1.1.7 (DDT42) A revoir prioritaire : 1.1.4 et 1.1.6 seraient à regrouper (*FNE42*)

A fusionner avec 1,1,5 + 1,1,6 + 1,1,7 + intégrer la méthode nationale d'évaluation des fonctionnalités des ZH (Gayet et al.) existante. (*FDAAPPMA42*)

Appliquer la méthode nationale d'évaluation des fonctionnalités des Zones Humides. (*OFB*)

A fusionner dans un grand axe d'action ZH : Préserver et restaurer les zones humides à travers la mise en œuvre d'action opérationnel (*SEM*)

Travail sur l'acquisition foncière à envisager, assistance sur les baux environnementaux (*SMAELT*)

#### Synthèse des échanges

**Acquisition foncière** pour impliquer la commune dans le projet. Projet acquisition de plans d'eau. (*SMAELT*)

- Il existe une fondation de la fédération de pêche permettant l'acquisition de terrains. (*FDAAPPMA42*)

**Proposition :** Etudier la méthode nationale de caractérisation des zones humides et son utilisation.

Etudier la réécriture de cette disposition en vue de la fusionner avec 1.1.4, 1.1.5, 1.1.6, 1.1.7.

#### Disposition n° 1.1.7 : Informer et sensibiliser sur la préservation des zones humides

La structure porteuse du SAGE informe les communes, EPCI, groupement de communes et partenaires institutionnels de l'existence du travail d'inventaire des zones humides et du résultat cartographique de localisation des zones humides.

Le Département de la Loire élabore un support de communication ou met à disposition une ressource documentaire :

- à l'attention des différents acteurs de gestion de la ressource en eau explicitant l'intérêt de la protection des zones humides et des bonnes pratiques de gestion.

- à l'attention du grand public explicitant l'intérêt de la protection des zones humides.

Une sensibilisation auprès des scolaires sera prévue, en lien avec les programmes de sensibilisation existants.

La CLE organise des journées de formation à destination des propriétaires et des gestionnaires de zones humides sur la gestion de ces milieux.

#### Synthèse des retours

Sur l'information en particulier auprès des agriculteurs est également importante. *(FNE42)*

Point important : 1 parcelle déclarée en zone humide + restriction d'exploitation = perte de revenu et charge d'exploitation pour l'agriculteur ou le forestier. Et pourtant cette zone humide à un intérêt écologique. Il faudrait se poser la question du dédommagement du propriétaire en contre- partie d'une bonne gestion au même titre que l'on dédommage les agriculteurs pour entretenir les chemins communaux (aménités) *(ASM)*

Information à faire pour les propriétaires de parcelles concernées (pratiques compatibles avec l'agriculture par exemple) et auprès du grand public *(SMAELT)*

Fusionner 1.1.4, 1.1.5, 1.1.6, 1.1.7 *(DDT42)*

A fusionner avec 1,1,5 + 1,1,6 + 1,1,7 *(FDAAPPM42)*

Fusionner avec 1.1.6. Appliquer la méthode nationale d'évaluation des fonctionnalités des Zones Humides. *(OFB)*

Des outils de communication existent déjà (plaquettes, réseaux, ...) *(RdE)*

L'entrée "valorisation des services rendus" (gratuitement) par les ZH à mettre en avant. *(SEM)*

#### Synthèse des échanges

##### Dédommagement

- Si on envisage la création d'un dédommagement des propriétaires de ZH, il peut être intéressant de faire la même chose pour la création de ZH, comme des mares par exemple. Cela inciterait à densifier les ZH existantes au-delà de la conservation. *(SAPEEF)*
  - La mare est en effet une réserve d'eau, mais il faut voir comment elle est alimentée, comment elle fonctionne. *(FNE42)*
  - Fédération de chasse et le département financent déjà une partie de ces projets. *(CD42)*
- Nécessité de mettre en place des avantages fiscaux (accompagnement fiscal de l'état) pour les gens qui œuvrent à la création et renaturation des ZH. L'exonération pourrait permettre de faire prendre conscience aux propriétaires qu'ils ont des ZH chez eux et qu'en les entretenant, ils pourraient bénéficier d'avantages fiscaux. A faire remonter au niveau national. *(FDC42)*
- Dans les PAEC, il existe des mesures financières pour les ZH. *(SMAELT)*
- Pour ce qui est des financements la CLE n'a pas de personnalité juridique donc pas de fond, ainsi le SAGE peut seulement inviter l'AE à œuvrer sur ces thématiques. *(CD42)*

##### Seuils

- Si on se tourne vers la préservation des milieux, il convient de réinterroger le seuil des 1000 mètres carrés. *(FDAAPPM42)*
  - A l'heure de la simplification administrative ; pas sûr que ça soit une bonne idée. *(SAPEEF)*

**Proposition :**

- Rechercher quelles sont les incitations pour les porteurs de projet souhaitant créer une ZH.
- Etudier la réécriture de cette disposition en vue de la fusionner avec 1.1.4, 1.1.5, 1.1.6, 1.1.7.
- Etudier l'idée d'un plan de gestion ou de documents de communications à destination d'un autre public que les agriculteurs. Connaître les documents déjà existants. Etudier la réalisation d'un logigramme des acteurs de l'eau sur le territoire pour les riverains.

<p><b>Disposition n° 1.2.1 : Améliorer la continuité écologique</b></p> <p>La continuité écologique est un enjeu du SAGE Loire en Rhône Alpes. Aussi le SAGE et la CLE souhaitent accompagner les politiques publiques en participant à la définition de la trame bleue et à la révision du Plan de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI).</p> <p>Le SAGE se fixe alors comme priorité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la circulation des poissons grands migrateurs sur le fleuve et ses affluents, jusqu'au pied du barrage de Villerest,</li> <li>- la circulation piscicole,</li> <li>- le décloisonnement des cours d'eau en rive droite de la Loire, plus impactée par les seuils (recolonisation difficile suite aux sécheresses, fort réchauffement des eaux)</li> </ul> <p>Le SAGE fixe un objectif chiffré et daté pour la valeur du taux d'égagement pour les principaux cours d'eau (cf. annexe n°7 du présent PAGD et cartes n° 49 et 50 de l'atlas cartographique).</p> <p>Tout en tenant compte des enjeux locaux, l'arasement des obstacles sera privilégié.</p> <p>Les priorités du SAGE s'inscrivent dans le plan national pour la restauration de la continuité écologique des cours d'eau.</p> <p>La CLE Loire en Rhône Alpes ou son bureau défendent, au sein des instances nationales et du bassin Loire Bretagne, l'opportunité de la grande migration piscicole jusqu'au territoire Loire amont. Si cet objectif est retenu, une étude de faisabilité du franchissement piscicole du tronçon Roanne- Bas en Basset du fleuve Loire est réalisée.</p> <p>Le Département de la Loire établit un plan de communication afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sensibiliser le grand public et les propriétaires à la continuité écologique,</li> <li>- sensibiliser les maîtres d'ouvrage des ouvrages à effacer ou aménager (journée d'information).</li> </ul> <p>Une assistance juridique est mise en place, par le Département de la Loire, à destination des structures de bassins versants, maîtres d'ouvrage d'opérations d'arasement, de dérasement et de restauration avec dispositif de franchissement piscicole</p> <p>Une assistance technique pourrait être mise en place par les fédérations de pêche, concernant la continuité biologique.</p> <p>Une réflexion est conduite sur les routes départementales de la Loire pour limiter leur impact sur la continuité écologique des cours d'eau.</p>	<p><b>Synthèse des retours</b></p> <p>Poursuivre les efforts (<i>SEM</i>)</p> <p>Boucler avec Cédric sur le sujet. A revoir dans le sens où elle pourrait reprendre le contenu du PAOT dans n souci de cohérence (même règle de priorisation). L'extension réglementaire semble non réalisable. Réservoirs biologiques : les protéger davantage sur les têtes de BV pour les cours d'eau en liste 1 (augmenter le niveau de contrainte pour les nouveaux projets). (<i>DDT42</i>)</p> <p>Priorisation sur les cours d'eau sur lesquels il y a des pop fonctionnelles (base de données piscicoles existantes et données récentes) + cours d'eau sur lesquels il y a des enjeux migrateurs à l'aval de Villerest. Favoriser autant que possible les projets d'arasement (plus que l'équipement), communiquer sur les aides publiques et accompagner les propriétaires par les maîtres d'ouvrage. (<i>FDAAPPMA42</i>)</p> <p>Porter les efforts sur les cours d'eau et/ou BV les plus résilients face aux évolutions hydroclimatiques, y compris cours d'eau non listés. (<i>OFB</i>)</p> <p>Prendre en compte la restauration de la continuité de la rivière c'est-à-dire la présence permanente d'eau. La diminution des étagements entraîne un assèchement total du cours d'eau lorsque les sources se tarissent. Des observations complémentaires en étiage sévère sont à reprendre de manière à identifier les raisons pour lesquelles certaines rivières ne s'assèchent pas en période de sécheresse. (<i>ASM</i>)</p> <p>Appui nécessaire de la Police de l'Eau sur ce sujet quel levier réglementaire supplémentaire peut apporter le SAGE sur cette problématique ? (<i>RdE</i>)</p> <p>Informers les porteurs de projets potentiels (communes, particuliers via les communes) des taux d'aide incitatifs de l'AELB sur les arasements de seuils privés (avec aide possible des contrats territoriaux pour l'aspect réglementaire) (<i>SMAELT</i>)</p> <p><b>Synthèse des échanges</b></p> <p><b>Continuité écologique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Objections à ce sujet. Le but étant de défendre les fonctionnalités des seuils. Diverses études montrent qu'il faut empêcher l'eau de s'écouler directement vers la mer. Ce qu'on observe maintenant, ce sont des TBV sèches sauf certains endroits qui résistent avec 90 cm d'eau. Ces zones en eau sont très importantes pour les poissons et la vie. Il est important de garder de l'eau dans les petits cours d'eau et de limiter le réchauffement. Il est donc important de remplir la nappe alluviale et pour cela, il faut augmenter le niveau de l'eau, ce que font les petits seuils. Ils remplissent également les zones humides. Contexte actuel différent de celui à l'époque de la création de la réglementation : aujourd'hui l'eau ne coule plus. A l'heure des solutions fondées sur la nature, s'en est une. (<i>ASM</i>)</li> <li>➔ Il faut favoriser la diversité des milieux. Il y a 30 ou 40 ans, on a curé les cours d'eau avant de s'apercevoir que c'était une erreur, même chose pour l'arrachage des haies etc... Il faut faire attention à ne pas avoir des « auto-routes cours d'eau » qui se retrouveraient asséchées pendant de longues périodes. (<i>SAPPEEF</i>)</li> <li>➔ Ce groupe de travail n'est pas le bon lieu pour ce débat. Il existe un cadre réglementaire qui est fixé et doit être respecté. Le travail est d'ampleur, les choses ne vont pas se régler en quelques années, et il y a une nécessité de</li> </ul>
---	---

prioriser. On observe des changements rapides de l'état des milieux et des populations piscicoles avec le réchauffement climatique. Dût à ce réchauffement rapide, il faut prioriser les secteurs sur lesquels on a encore des populations fonctionnelles. (FDAAPPMA42)

#### **Solutions fondées sur la nature**

- ➔ Importance des sols dans les solutions fondées sur la nature. L'aménagement du sol est important aussi afin de faire ralentir au maximum l'eau dans le cycle de l'eau. Le fait de pouvoir stocker l'eau dans les sols, en lien avec les zones humides, permet à l'eau d'aller le plus lentement possible au cours d'eau et que le cours d'eau puisse l'utiliser quand il le souhaite. (CD42)
- ➔ La directrice du BRGM a été auditionnée au sénat et a mis en exergue le fait que le ralentissement de l'eau et le maintien de la nappe d'eau permet de conserver un maximum d'humidité dans le sol. (ASM)
- ➔ A une époque, on fait des rivières droites, alors que le fait de les remettre dans leur cours d'origine, avec des méandres, permet aussi un ralentissement de l'eau, plus efficace qu'avec des retenues. Il existe différentes solutions selon les secteurs. (FDAAPPMA42)

#### **Opérations d'arasement, de dérasement et de restauration**

Plusieurs voies : c'est du cas par cas.

**Proposition :** Etudier une réécriture en recoupant avec des documents comme le PARCE et le PAOT.  
Inclure dans le plan de communication les informations sur les aides existantes.

#### Disposition n°1.3.1 : Restaurer les fonctionnalités naturelles et entretenir les cours d'eau.

Le SAGE préconise que soit initié ou poursuivi les actions de restauration des fonctionnalités naturelles des cours d'eau qui passent par des opérations ponctuelles de renaturation des cours d'eau les plus anthropisés (restauration du lit, reconnexion avec ses berges et ses annexes hydrauliques) et par l'entretien régulier de l'ensemble des cours d'eau.

Pour rappel, les opérations d'entretien des cours d'eau doivent être réalisées dans le respect des objectifs et principes définis aux articles L215.14, L215.15 et L435-5 du code de l'environnement.

Compatibilité des décisions dans le domaine de l'eau : Les programmes d'actions des volets B1 (restauration des milieux) des contrats de rivière et des contrats territoriaux, les programmes d'aménagement et d'entretien des cours d'eau, leur Déclaration d'Intérêt Général, les aides financières dans le domaine de l'eau des collectivités territoriales et de leurs groupements doivent être compatibles ou rendus compatibles, sous cinq ans, avec l'objectif d'amélioration de l'hydromorphologie, passant par un entretien raisonné, intégrant les fonctionnalités naturelles des cours d'eau.

Pour cela, il favorise la réalisation d'études et la mise en place de programmes d'actions de type Contrat de rivière ou Contrat territorial, à l'échelle de chaque bassin versant, en vue d'entretenir les cours d'eau, de restaurer des faciès d'écoulement naturels et de faciliter la continuité écologique. Le non-entretien de certains tronçons de cours d'eau peut être préconisé, notamment dans un but patrimonial (maintien de la naturalité, par exemple).

Ces programmes d'actions doivent être élaborés en concertation avec tous les acteurs de la gestion de l'eau afin de prendre en compte l'ensemble des facteurs (sociaux, économiques et écologiques) pouvant influencer sur les choix réalisés.

Localisation : bassins versants de la totalité des affluents principaux de la Loire au sein du périmètre : Semène, Furan, Ondaine, Coise, Loise, Toranche, Rhins, Trambouze, Renaison, Oudan, Aix, Lignon, Mare, bonson (cf. carte n°15 « principaux bassins versants » de l'atlas cartographique)

#### Synthèse des retours

Importance de la ripisylve sur le territoire à remettre en lumière (*SMAELT*)

Le travail sur le transport des granulats est primordial, avec bien sûr l'entretien par les riverains (*FNE42*)

Disposition à orienter davantage vers la restauration des cours d'eau, notamment en milieu urbain (cf. priorisation PAOT). Sur l'entretien, le contenu convient. (*DDT42*)

Préservation d'une ripisylve diversifiée et adaptée aux cours d'eau, en lien avec la 1,3,2, lutter contre les invasives de bordure (renouée essentiellement), en lien avec la 1,2,1 : travail sur le transit sédimentaire avec autant que possible de l'arasement, évaluation des cas particuliers avec expérimentation (exemple : aval des barrages du Lignon, aval du Renaison, aval barrage des Plats sur la Semène, barrages du Furan). (*FDAAPPMA42*)

Orienter davantage sur la préservation de la ripisylve et de l'ombrage pour contribuer à la résilience des milieux (problématique des coupes à blanc et réchauffement climatique) (*OFB*)

Les baisses de financement sur cette thématique ne favorisent pas la mise en œuvre locale de cette action. Quel levier peut proposer le SAGE ? (*RdE*)

Devoir du riverain mais entrave réglementaire à l'action et à l'accès ! Si une charte de bonne pratique était distribuée au propriétaire, ça irait beaucoup mieux. Là aussi, le propriétaire effectue un travail pour le bien collectif (et en particulier pour le bien des usagers tels que promeneurs, baigneurs, agriculteurs et pêcheurs) sans rétribution, ni reconnaissance. (*ASM*)

Actions type Plan de gestion de la ripisylve à généraliser dans le cadre des CT (*SEM*)

#### Synthèse des échanges

##### Guide riverain

- ➔ Il existe déjà beaucoup de guides riverains, chaque structure en a un. (*CD42*)
- ➔ Nécessité de mettre ces guides à jour puisque les pratiques ont changé. Important de communiquer auprès des propriétaires pour faire comprendre que le discours d'il y a 10 ans sur l'entretien n'est plus applicable aujourd'hui. Manque de connaissances de certains propriétaires. Permettrait un gain de temps pour la structure qui entretient. (*LFA*)
- ➔ Nuance importante ; l'exploitant d'une parcelle n'est pas forcément le propriétaire. (*SMAELT*)

##### Baisse des financements

- ➔ Seul levier du SAGE possible est de prioriser certaines actions pour obtenir des financements de l'AE. Premier SAGE peu lisible, car en plus des dispositions générales, il y en avait des plus spécifiques pour obtenir ces mêmes financements. (*CD42*)

##### Ripisylve



- ➔ En ce qui concerne la ripisylve, on peut tout à fait imaginer une disposition qui en fasse une priorité. (CD42)
- ➔ Agence de l'eau finance encore la restauration de la ripisylve. (LFA)
- ➔ Certaines réticences de la part des agriculteurs pour la restauration de la ripisylve, car cela pourrait diminuer leurs surfaces exploitables. (ASM)
  - ➔ Généralement il est possible de négocier un juste-milieu entre la largeur souhaitée pour la propriétaire et celle souhaitée par la structure. (LFA)
- ➔ Si le propriétaire entretient la ripisylve, bénéficie-t-il d'une subvention comme pour le syndicat de rivière ? (ASM)
  - ➔ Non, car cela fait partie de ses devoirs de propriétaire (le syndicat rivière doit le rappeler régulièrement). (LFA)
- ➔ Sur l'entretien de la ripisylve il serait intéressant de recouper avec ce que chacun fait. (LFA)

**Proposition :** Vérifier si les aides agence de l'eau sont vraiment réservées aux syndicats (ou si les propriétaires peuvent y avoir accès).

Accès la réécriture sur la ripisylve ou même envisager une nouvelle disposition qui inclurait un plan de gestion.

Journée technique SAGE (abreuvement et mise en défend) : retours à valoriser sur la thématique de la ripisylve.

#### Disposition n°1.3.2 : Lutter contre les plantes invasives.

Le SAGE invite le « pôle relais plantes invasives » de la Loire, rassemblant les acteurs concernés par la problématique (collectivités territoriales et leurs groupements, services de l'Etat, associations de protection de la nature, universitaires, services en charge des réseaux de communication, etc.) et animé par le CPIE des Monts du Pilat, à définir et mettre en oeuvre un programme d'actions de lutte départementale pour la période 2012-2017.

Il s'agit notamment de :

- collecter, centraliser et synthétiser les informations de terrain et mettre en place une surveillance active (Jussie, Berce, Balsamine, Elodée, Renouée),
- de sensibiliser les gestionnaires et la population aux enjeux liés à ces espèces,
- de proposer des méthodes de stratégies de lutte,
- de contribuer à la connaissance et à la recherche de méthodes de lutte.

Localisation : périmètre du SAGE

#### Synthèse des retours

Idem ci-dessus, il faut de la communication. Les riverains ne connaissent pas quelles sont les plantes invasives, dans les secteurs où les syndicats de rivière n'interviennent pas (*ASM*)

Poursuivre les actions de sensibilisation et les bonnes pratiques pour éviter la dispersion (*DDT42*)

Action indépendante de l'hydromorphologie. (*FNE42*)

Lien avec le comité EEE, importance sur le gradient amont aval des actions. (*SMAELT*)

Stratégie amont / aval, sensibilisation, communication, veille sur des nouveaux foyers et tentative d'éradication si possible. Mutualisation de moyens. Faire respecter les obligations des propriétaires avec de l'accompagnement si besoin (CT, collectivités...) (*FDAAPPMA42*)

Poursuivre les actions en cours (*OFB*)

Idem que la disposition 1.3.1. (*RdE*)

#### Synthèse des échanges

##### Comité EEE

- ➔ Le comité EEE (espèces exotiques envahissantes) existe encore et s'est réuni il n'y a pas longtemps. (*DDT42*)
- ➔ Stratégie Jussie validée récemment. On mesure tous mal l'ampleur de la tâche et ce qui nous attend à l'avenir et la vitesse à laquelle ça va. (*FDAAPPMA42*)

**Proposition : Plusieurs options à étudier en lien avec le comité EEE : SAGE en relais d'information ? Pérenniser le comité EEE ? Relais des acteurs locaux ?**

#### Disposition n° 1.5.1 : Préserver les têtes de bassins versants

Sur les zones têtes de bassins versants, la CLE veille à ce que les modalités de réalisation de l'inventaire des zones humides prévues à la Disposition n°1.1.1 permettent d'identifier les groupes de petites zones humides qui participent ensemble au bon fonctionnement d'un seul et même milieu. Il convient alors de les considérer comme une seule et même entité.

Le département de la Loire conduit une réflexion quant aux têtes de bassins versants :

- délimitation et hiérarchisation en fonction de leur fonctionnalité hydrologique, qualitative et de leur richesse biologique.
  - Fonctionnement des milieux,
  - Rôle des têtes de bassins versants,
  - Menaces,
  - Actions de préservation (aides financières spécifiques, programme de gestion, règles applicables aux Installations, Ouvrages, Travaux et Activités soumis à la nomenclature loi sur l'eau, etc.).
- Pour ce faire, la CLE s'appuie sur l'expérience du Contrat de rivière Sèvre et du Parc Naturel Régional du Pilat.

La CLE sensibilise les structures de bassins versants et les structures en charge de l'aménagement du territoire à l'importance de la préservation des têtes de bassin versant.

Localisation : Têtes de bassin versant (carte n°16 « zones de têtes de bassins versants » de l'atlas cartographique)

#### Synthèse des retours

Enjeu important vu l'impact du changement climatique sur les étiages et les sécheresses des milieux. *(RdE)*

Enjeu ++, enjeu de préservation de débits des cours d'eau avec limitation des prélèvements sur source, enjeu relatif à la qualité des eaux (les deux sont intimement liés !), définir la notion de tête de BV et cartographier (rang stralher), il n'y a pas de priorisation de têtes de BV à prendre en compte, elles sont TOUTES importantes (solidarité amont / aval). *(FDAAPPMA42)*

Travail récent sur les têtes de BV, mais prudence : le croisement avec la connaissance des contrats territoriaux démontre qu'il faut ajuster. L'objectif c'est de protéger les têtes de BV, mais avec quel niveau de contrainte ? Intégrer cette problématique dans l'actualisation de l'inventaire, et privilégier le déploiement des outils ZSGE et ZHIEP sur ces secteurs. *(DDT42)*

Ne pas dégrader la résilience des milieux.

Réduire l'impact des captages AEP sur source (améliorer la connaissance sur l'impact, adapter les prélèvements adéquation besoin/ressource disponible, restituer les trop-pleins au plus près du prélèvement, accentuer les efforts de réduction de fuite sur les réseaux). *(OFB)*

Attention propriété privée *(ASM)*

#### Synthèse des échanges

##### Tête de bassin-versant

- ➔ Enjeu prioritaire dans le cadre de l'adaptation au changement climatique. HMUC laisse à penser que les TBV vont fonctionner différemment. *(CD42)*
- ➔ Le débat n'est pas de protéger les TBV ou non, on en est certain, mais où est-ce que l'on place le curseur. Ce sont ces secteurs qui doivent faire l'objet des protections les plus élevées. *(DDT42)*

##### Captages AEP

- ➔ Une étude de Sésame a été réalisée en 2018/2019. En raison de contraintes budgétaires 2 BV ont été choisis et les résultats sont très divergents et on est dans l'incapacité de les généraliser. *(CD42)*

##### Cartographie

- ➔ Enjeux en ce qui concerne les cartographies ; les chevelus ne sont pas très développés. *(FNE42)*
- ➔ Echanges autour des données utilisées pour la délimitation des TBV dans le cadre de la mise en place du groupe de travail.
- ➔ Importance d'utiliser les cartographies les plus étoffées dans le cadre d'une meilleure préservation aussi. *(DDT42)*
  - ➔ Le choix des données doit aussi permettre d'éviter les problèmes réglementaires. *(CD42)*
- ➔ Intéressant pour la sensibilisation publique d'avoir des cartographies simples et accessibles présentant leur environnement au sens du détail. *(FNE42)*

**Proposition : A travailler en lien avec le groupe de travail à venir.**



